Zeitschrift: Arbido

Herausgeber: Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare; Bibliothek Information Schweiz

Band: 20 (2005)

Heft: 1-2

Artikel: Pour une meilleure connaissance des archives

Autor: Coutaz, Gilbert

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-769273

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

nung der Informationspraxis könnte diese Absicht des Verlags bekräftigen. ■

Rainer Kuhlen, Thomas Seeger und Dietmar Strauch (Hrsg.)
Grundlagen der praktischen Information und Dokumentation,
5., völlig neu gefasste Ausgabe
Bd. 1: Handbuch zur Einführung in die Informationswissenschaft und -praxis
K. G. Saur München 2004-11-30

Pour une meilleure connaissance des archives

■ **Gilbert Coutaz**
Directeur des Archives cantonales vaudoises
Chavannes-près-Renens

En grande partie grâce aux recherches de leur directrice, Mme *Catherine Santschi*, les *Archives d'Etat de Genève* sont parmi les institutions d'archives en Suisse les mieux renseignées du point de vue de leur histoire et de leur contenu[1]. En se dotant d'un *Etat général des fonds*[2], elles informent leur public de leurs derniers développements. Il est intéressant de constater le chemin parcouru entre la publication du *Guide des Archives d'Etat de Genève*, de 1973[3], et celle d'aujourd'hui qui n'en constitue pas «la réédition, mais la continuation» (p. 8) (de nombreuses parties de textes sont reprises intégralement de la première), d'autant plus à relever que l'auteur des deux ouvrages est la même personne, la seconde fois à la tête d'une forte équipe de collaborateurs. En 1973, les Archives d'Etat comptaient 5000 mètres linéaires et occupaient six personnes et quelques bénévoles; elles conservent actuellement 17000 mètres linéaires et utilisent les services de dix-neuf personnes. L'essentiel des locaux de conservation, les bureaux et la salle de consultation, ainsi qu'un salle d'exposition se trouvaient en 1973 dans le bâtiment de l'ancien Arsenal, au N° 1 de la rue de l'Hôtel de Ville. En 2004, faute d'un hôtel des archives, des parties de la conservation et de la consultation ont été délocalisées tour à tour depuis 1984 à la rue de la Terrassière 52, dès 1994, à la rue des Maraîchers, et en 1996 à la rue Henri-Fazy 2. Ce qui est relevé pour les Archives d'Etat de Genève, se retrouve généralement dans l'ensemble des dépôts d'archives suisses. La législation a également fortement évolué, entre les deux dates: en 1973, les missions des archivistes genevois se fondaient sur la première loi en Suisse sur les archives publiques du 2 décembre 1925, en 2004, elles s'appuient sur la loi la plus récente, en vigueur en Suisse, celle du 1er décembre 2000, dont la grande évolution est le passage de délais de réserve de confidentialité de 50 ans pour les archives ordinaires et de 100 ans pour les procédures pénales à des délais beaucoup plus courts: 25 ans pour les archives historiques; 10 ans après le décès de la personne concernée pour «les documents classés selon des noms de personnes et qui contiennent des données personnelles sensibles ou des profils de la personnalité».

La construction de la table des matières suit le plan de classement général des Archives d'Etat fixé par le règlement d'application de la loi sur les archives publiques du 22 août 2001 et qui combine, de manière souvent artificielle, les principes de pertinence (longtemps dominants encore au XXe siècle) et de provenance; elle distingue l' «Ancien classement», soit le Portefeuille historique, dit aussi «Pièces historiques», qui est la collection de pièces allant de l'an 912 (en fait un faux ou une copie falsifiée du XIIe siècle) à 1846; et le classement par fonds, organisé autour de 15 sections. Les «Collections annexes» clôturent l'organisation des Archives d'Etat de Genève. Au-delà des compléments documentaires dus aux accroissements intervenus depuis 1973, plusieurs sections ont subi de profondes modifications dont les plus spectaculaires sont la 5e «Administrations publiques» (75 pages en 2004 contre 11 pages en 1973), la 6e section «Archives judiciaires», introduite justement par les lois d'organisation judiciaire et bénéficiant des recherches publiées de Barbara Roth-Lochner sur les juridictions civiles[4] (15 pages contre 3); la 9e section «Département du Léman» qui profite du reclassement complet terminé aujourd'hui[5]; la 10e section «Archives notariales» dont la richesse a été soulignée par la thèse de 1997 de Barbara Roth-Lochner[6]; et enfin les 11e et 14e sections, respectivement «Archives de familles» et «Archives hospitalières», en forte expansion en raison de leur contenu. La consultation de l'ouvrage est aisée en raison d'un index très complet et d'une liste des 36 illustrations.

La nouvelle publication des Archives d'Etat de Genève est à l'évidence une étude de référence à combiner avec la consultation du site Internet des Archives d'Etat de Genève dont l'adresse (*http://www.ge.ch/archives*) est curieusement omise. Elle renoue avec la série amorcée en 1895 sur le

---

[1] Voir pp. 21–22, bibliographie de référence sur l'histoire des Archives d'Etat de Genève.

[2] L'ouvrage est en vente au prix de SFr. 30.– et peut être commandé directement à l'adresse électronique des Archives d'Etat de Genève, *http://etat.geneve.ch/diae/site/interieur/archives/master-home.jsp*.

[3] Catherine Santschi, *Guide des Archives d'Etat de Genève*, Genève, Société auxiliaire des Archives d'Etat, 1973, 56 p. C'est le premier guide d'archives de langue française paru en Suisse, 22 ans après la publication du premier ouvrage de ce genre en Suisse, Guiseppe Martinola, *Guida dell'Archivio cantonale*, Bellinzona, 1951.

[4] *Messieurs de la Justice et leur greffe. Aspects de la législation, de l'administration de la justice civile genevoise et du monde de la pratique sous l'Ancien Régime*, Genève, 1992, (Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, 54).

[5] Signalons la parution récente de l'article de Barbara Roth-Lochner, «Le destin des archives du Département du Léman: une curiosité archivistique», dans *Genève française 1798–1813. Nouvelles approches.* Actes du colloque tenu du 12 au 14 novembre 1998, Liliane Mottu-Weber, Joëlle Droux (éd.), Genève, 2004 (Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, 62), pp. 3–53 + carte du département.

[6] *De la banche à l'étude. Une histoire institutionnelle, professionnelle et sociale du notariat genevois sous l'Ancien Régime*, Genève, 1997, 812 p. (Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, 58).

[7] *Inventare Schweizerischer Archive*, hrsg. auf Veranstaltung der Allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz, Beilage zum Anzeiger für Schweizerische Geschichte, 3 Teile, Bern, 1895 und 1899, Aarau, 1917.

[8] *Repertorium des Staatsarchivs zu Basel*, Basel, 1904, 834 S.

[9] *Inventare Schweizerischer Archive*, hrsg. auf Veranstaltung der Allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz, 3. Teil: *Die Inventare der aargauischen Stadtarchive, 1. Abteilung: Zofingen, Bremgarten, Aarburg, Aarau, Baden, Lenzburg, Mellingen*, hrsg. von Walther Merz, Aarau, 1917, 176 S., et *Repertorium des Aargauischen Staatsarchivs*, bearb. von Walther Merz. Inventare Aargauischer Archive. Erster Teil (Mittelalter bis 1803), 2 Bde., Aarau 1935. – Die Urkunden des Schlossarchivs Wildegg, hg. von Walther Merz, Aargauer Urkunden, Bd. 2, Aarau 1931. – Die Urkunden des Stadtarchivs Rheinfelden, hg. von Friedrich Emil Welti, Aargauer Urkunden, Bd. 3, Aarau 1933 (darin grössere Bestände im Staatsarchiv). – Die Urkunden der Johanniterkommende Rheinfelden und die Rheinfelder Urkunden des Deutschordenshauses Altshausen, hg. von Friedrich Emil Welti, Aargauer Urkunden, Bd. 4, Aarau 1933. – Die Urkunden des Stifts St. Martin in Rheinfelden, hg. von Friedrich Emil Welti, Aargauer Urkunden, Bd. 5, Aarau 1935. – Die Urkunden des Stiftsarchivs Zofingen, bearb. von Georg Boner, Aargauer Urkunden, Bd. 10, Aarau 1945. – Die Urkunden des Klosterarchivs Hermetschwil, bearb. von Paul Kläui, Aargauer Urkunden, Bd. 11, Aarau 1946. – Die Urkunden des Klosters Gnadenthal, bearb. von Paul Kläui, Aargauer Urkunden, Bd. 12, Aarau 1950. – Die Urkunden von Stadt und Amt Aarburg, bearb. von Georg Boner, Aargauer Urkunden, Bd. 15, Aarau 1965 (darin grössere Bestände im Staatsarchiv).

[10] *http://www.geneve.ch/guide-archives*. Voir article de Dominique Zumkeller, «GAP: un Guide des Archives publiques de Genève», dans *Arbido* 9/2001, p. 25.

plan national *Inventare Schweizerischer Archive*, par Rudolf Wackernagel et Paul Schweizer, dans laquelle aucune contribution de langue française n'a paru[7]; Rudolf Wackernagel a fourni le résultat le plus achevé du répertoire général pour une institution en 1904[8], alors que les Archives d'Etat d'Argovie peuvent s'enorgueillir de disposer du plus grand nombre de répertoires publiés pour un canton[9]. En venant après le *Guide des Archives publiques de Genève* qui réunit en ligne des informations sur l'ensemble des dépôts d'archives du canton[10], l'*Etat Général des fonds* représente la clef de voûte de la volonté des professionnels de faciliter la recherche historique et l'inscription de la démarche dans la transparence administrative voulue par les autorités publiques. La démarche est exemplaire et devrait inciter les autres cantons àemboîter le pas, à un moment où la gestion des informations est un enjeu considérable, aussi et surtout pour les archivistes qui doivent afficher leurs droits et devoirs dans les processus d'élaboration, de diffusion et de conservation des données. ■

Archives d'Etat de Genève. Etat général des fonds, sous la direction de Catherine Santschi, élaboré avec le concours de Jacques Barrelet, Isabelle Colini, Anouck Dunant Gonzenbach, Nathalie Fanac, Pierre Flückiger, Martin Piguet, Danielle Proz, Roger Rosset et Barbara Roth-Lochner, Genève, Société auxiliaire des Archives d'Etat, 2004, 272 p.

Öffentlichkeitsgesetz

Bundesgesetz über die Öffentlichkeit der Verwaltung
Quelle: *www.ofj.admin.ch*

Das Handeln der Verwaltung ist heute grundsätzlich geheim, unter Vorbehalt von Ausnahmen.

Das vorliegende Gesetz kehrt nun den Grundsatz der Geheimhaltung um, indem es jeder Person ein Recht auf Zugang zu amtlichen Dokumenten verleiht, ohne dass ein besonderes Interesse nachgewiesen werden müsste.

Ein einfaches und rasches Verfahren ist vorgesehen. Für den Streitfall ist ein Schlichtungsverfahren vorgesehen, bevor die Verwaltung eine Verfügung erlässt, welche bei einer Rekurskommission und schliesslich vor Bundesgericht angefochten werden kann. Das Verfahren ist grundsätzlich kostenlos. In bestimmten Fällen kann eine Gebühr erhoben werden.

Das Öffentlichkeitsprinzip gilt nicht absolut, sondern wird durch Ausnahmen begrenzt: Das Recht auf Zugang wird eingeschränkt, aufgeschoben oder verweigert, sofern ihm überwiegende öffentliche oder private Interessen entgegenstehen. Beispielsweise wird ein überwiegendes öffentliches Interesse anerkannt, wenn durch die Gewährung des Zugangs die freie Meinungs- und Willensbildung einer Behörde wesentlich beeinträchtigt oder wenn die innere oder äussere Sicherheit der Schweiz gefährdet werden kann. Ein überwiegendes privates Interesse wird beispielsweise anerkannt, wenn durch die Gewährung des Zugangs die Privatsphäre wesentlich beeinträchtigt werden kann, oder Berufs-, Geschäfts- und Fabrikationsgeheimnisse offenbart werden können.

Das Parlament hat sich wiederholt zugunsten eines Systemwechsels und der Einführung des Öffentlichkeitsprinzips mit Ausnahmen ausgesprochen. Ursprung des vorliegenden Gesetzesentwurfes sind drei parlamentarische Vorstösse.

Im Juli 1998 setzte das EJPD eine interdepartementale Arbeitsgruppe ein, welcher auch externe Experten angehören, und beauftragte sie mit der Vorbereitung der Einführung des Öffentlichkeitsprinzips.

Der Bundesrat hat am 19. April 2000 die Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens beschlossen. Am 9. März 2001 hat er von den Ergebnissen der Vernehmlassung Kenntnis genommen.

Anfang Oktober hat der Bundesrat eine Aussprache betreffend einige im Rahmen der Ausarbeitung der Botschaft noch nicht geklärte Fragen auf Frühling 2002 verschoben, um weitere Abklärungen zu ermöglichen.

Am 29. Mai 2002 hat der Bundesrat beschlossen, dass zunächst die Finanzierung der durch die Einführung des Öffentlichkeitsprinzips entstehenden Zusatzkosten zu klären sei.

Am 21. August 2002 hat der Bundesrat den Geltungsbereich des Öffentlichkeitsgesetzes umrissen und beschlossen, dass die Funktion des Öffentlichkeitsbeauftragten dem Eidgenössischen Datenschutzbeauftragten übertragen werden soll.

Am 12. Februar 2003 hat der Bundesrat die Botschaft zum Bundesgesetz über die Öffentlichkeit in der Verwaltung verabschiedet.

Am 17. Dezember 2004 wurde das Öffentlichkeitsgesetz von National- und Ständerat in der Schlussabstimmung angenommen. ■ *baf.*

Materialien zum Gesetz

- Bundesgesetz über das Öffentlichkeitsprinzip der Verwaltung vom 17. Dezember 2004
- Botschaft zum Bundesgesetz über die Öffentlichkeit in der Verwaltung; Pressemitteilung vom 12. Februar 2003
- Öffentlichkeitsprinzip und Urheberrecht: Gutachten von D. Barrelet (Les documents protégés par le droit d'auteur et le principe de transparence de l'activité administrative, sous l'angle du droit de reprographie, 15. April 2002); Zusatzgutachten (Rechtsvergleich) von B. Cottier (Conflit entre le principe de publicité et le droit d'auteur, 26. April 2002)
- Prospektivstudie zur Umsetzung des Öffentlichkeitsprinzips: Markus Spinatsch, Vollzug des Öffentlichkeitsprinzips in der Bundesverwaltung. Bericht zuhanden des Bundesamtes für Justiz, Bern, 25. Mai 2001
- Vernehmlassungsergebnisse vom 9. März 2001: Pressemitteilung, Zusammenstellung der Ergebnisse
- Entwurf zu einem Bundesgesetz über die Öffentlichkeit der Verwaltung (Vernehmlassungsvorlage): Pressemitteilung, Entwurf, erläuternder Bericht

Auskünfte zum Gesetz

- Luzius Mader (Tel. 031 322 41 02)
- Stephan Brunner (Tel. 031 323 44 56)
- Sekretariat: Cornelia Perler (Tel. 031 322 47 44)

Anzeige

Archivpflege beginnt damit, aufzuzeigen, welche Schätze überhaupt im Keller schlummern.

www.mikrosave.ch

IMAGING GUBLER

mikrosave®
ist eine eingetragene Marke der Gubler Imaging